

M. Benjamin: L'autre parti s'est en allé tôt.

M. Howard (Okanagan Boundary): A force de voir les uns dire que c'est trop et les autres pas assez on en arrive à une dégradation du processus démocratique qui n'aboutit à rien. Nous sommes ici depuis 11 heures ce matin à débattre du premier de 32 amendements. Les députés de l'autre côté ont disposé de la majorité de la journée pour exposer leurs arguments...

M. Benjamin: Où étiez-vous?

M. Howard (Okanagan Boundary): J'étais ici et j'écoutais votre parti. Cela n'en valait pas la peine et il est temps que j'expose mon point de vue.

M. Benjamin: Alors cessez vos niaiseries au sujet de la démocratie.

M. Howard (Okanagan Boundary): Comme je le disais, nous avons débattu toute la journée d'aujourd'hui du premier de 32 amendements et n'avons pas encore voté sur un seul. Un député après un autre a évoqué des sujets particulièrement réconfortants dont la majorité n'avait rien à voir avec les amendements et encore moins avec le bill. C'est encore un exemple de la façon dont l'opposition étouffe ses propres amendements à la Chambre. D'après certains députés de l'opposition ils ont le droit de procéder ainsi puisqu'ils prétendent ne pas avoir eu le temps suffisant pour discuter de la mainmise étrangère au Canada.

M. Benjamin: Exact.

M. Howard (Okanagan Boundary): C'est une affirmation totalement fallacieuse. Cette question est maintenant très bien connue des Canadiens après que le comité eut étudié le bill de façon approfondie et qu'il eut entendu 11 groupes de témoins provenant de tout le Canada et représentant des milliers d'adhérents. Le comité a tenu 18 audiences séparées qui ont entraîné 33½ heures d'étude. Quelque 65 témoins ont comparu devant le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Je prétends qu'il s'agit d'un débat approfondi et que les députés de tous les partis ont eu toutes les occasions voulues d'exprimer leurs opinions. La substance des amendements dont la Chambre est actuellement saisie est à peu près analogue à celle des amendements qui ont été débattus à fond au comité. J'ignore pourquoi ils reviennent sur le tapis. Les députés ont le droit de le faire, mais je prétends que cela ne facilite pas l'adoption de cette mesure à la Chambre.

Nous avons écouté aujourd'hui des députés faire les cours d'économie qui se donnent en première année à l'université et nous citer Adam Smith, Hobbes et Locke. Nous avons suivi des débats sur la recherche et le développement qui n'ont rien à voir avec le bill.

M. Fairweather: Lisez le bill et vous vous rendrez compte.

M. Howard (Okanagan Boundary): Nous avons entendu des discours sur la pose des voies ferrées du CP d'un bout à l'autre du Canada que nous avons tous acclamée il y a

[M. Howard (Okanagan Boundary).]

de nombreuses générations comme étant un grand exploit. Nous avons discuté le financement des banques, les prises en charge au Canada, en dépit du fait que la question ait été étudiée à fond au comité où on a signalé que les banques canadiennes financent peu de prises de contrôle au pays. Il est important à mon avis de rectifier les faux renseignements de ce genre qui circulent en cette enceinte.

• (2120)

Le président de l'Association canadienne des banquiers a qualifié «d'insignifiant» l'argent qu'affectent les banques au financement des mainmises étrangères. Dans une lettre aux journaux il a mentionné que, selon l'indicateur, les banques et d'autres institutions financières environ 9 p. 100 des prises de possession au Canada mais que les banques n'y contribuaient qu'un faible pourcentage. Il ne s'agissait en grande partie, a-t-il ajouté, que de fonds provisoires pour le roulement au cours des mainmises. Quand on entend redire maintes et maintes fois ceci, comme l'a encore répété ce soir le député de Timiskaming (M. Peters) en commettant la même erreur, il est important, je pense, d'éclaircir de nouveau ce point.

Je dois dire que l'éloquence du député de Timiskaming m'a impressionné. Il a tellement parlé des aspects sociaux et politiques que le bill devrait prévoir que j'ai pensé un instant qu'il allait proposer d'y ajouter les convictions religieuses.

Une voix: Cela serait peut-être utile.

M. Howard (Okanagan Boundary): On nous a dit que le bill est un eunuque et qu'il ne fera rien, et pourtant, nous avons un amendement proposé par les néo-démocrates qui voudraient que le bill ait un caractère rétroactif. J'aimerais demander à ces honorables députés où serait la logique. Ils prétendent que le bill ne vaut rien et, pourtant, ils voudraient lui donner un caractère rétroactif.

Une voix: Il ne faut pas les embrouiller avec de la logique.

M. Fairweather: Un eunuque rétroactif serait fort intéressant.

M. Howard (Okanagan Boundary): Un eunuque expérimenté ou une sorte d'eunuque unique.

M. Fairweather: Il aurait au moins ses souvenirs.

M. Howard (Okanagan Boundary): D'autres idées erronées ont été énoncées ici cet après-midi. Le député d'Assiniboia (M. Knight) a parlé d'une seconde chaussure. Le ministre a réglé cette affaire à la séance du comité dont il est fait rapport. Je renvoie les députés aux procès-verbaux et témoignages du comité, à la séance du 9 juin, lorsque le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) a dit:

Un peu de confusion s'est introduit ici et mon ami M. Burton se souviendra que M. Brewin a mentionné à la Chambre, vendredi dernier, une déclaration du premier ministre disant que plus rien n'était prévu; je l'ai interrompu, vous pouvez le voir par le harsard, et j'ai dit: «En ce qui concerne la sélection, lorsque le premier ministre a déclaré que nous n'avions rien d'autre à produire, il parlait de la sélection des nouveaux investissements.»